

N'oublions pas que le président Nixon a bien laissé entendre qu'il n'y aurait pas aux États-Unis d'impôt sur les bénéfices excédentaires, et que l'on prendrait sans doute des mesures en vue de réduire les taux d'intérêt. Il serait alors d'autant plus nécessaire que le Canada effectue lui aussi une réduction semblable, s'il espère vraiment parvenir à un équilibre économique satisfaisant.

Je dirais, monsieur l'Orateur, que les taux d'intérêt élevés au Canada ont contribué à la hausse de notre taux de change, ce qui, à bien des égards, a été, pour le pays, source de difficultés. Par exemple, il en est résulté une augmentation des prix de revient de bien des entreprises canadiennes. A vrai dire, les effets s'en sont fait sentir dans tous les secteurs de l'économie canadienne. Je crois qu'il sera difficile au gouvernement de prendre une mesure unique, à l'heure actuelle, qui soit aussi propre à réduire les coûts de l'industrie que celle que je propose là. Je suis convaincu qu'une réduction des taux d'intérêt au Canada entraînerait une diminution importante des coûts dans tous les secteurs de l'économie.

Mon deuxième argument est qu'il nous faut étudier des moyens de ralentir l'entrée des capitaux au Canada. Une des mesures à prendre à cet égard serait de mettre fin aux subventions accordées à des entreprises appartenant à des étrangers et contrôlées de l'étranger. Cela aiderait à ralentir les entrées de capitaux au Canada, puisque nous n'avons pas, pour le moment, un besoin primordial de tels capitaux. En outre, on pourrait envisager l'imposition d'une taxe sur les entrées de capitaux de ce genre, particulièrement à cause des effets déplorables qu'elles peuvent avoir maintenant.

Troisièmement, je propose que nous adoptions des politiques fiscales et monétaires expansionnistes. D'autres députés de mon parti ont déjà traité cette question. Une des mesures prioritaires devrait être de diminuer les impôts des économiquement faibles. Cette mesure pourrait porter sur divers impôts. Le gouvernement devrait prendre des mesures pour augmenter ses propres dépenses et ses investissements dans le domaine public afin de stimuler l'économie canadienne.

Quatrièmement, il faudrait assurer la surveillance des filiales canadiennes de sociétés étrangères. Cette mesure s'impose en raison de la situation immédiate dans notre pays. Que fait le gouvernement à cet égard? On lui a maintes fois présenté des recommandations, dont certaines émanaient de ses propres conseillers, entre autres du professeur Melville Watkins il y a quelques années, mais le gouvernement n'a pas jamais jugé bon d'y donner suite. En conséquence, nous ne savons pas ce que le gouvernement entend faire, puisqu'il ne s'est jamais prononcé dans un sens ou dans un autre.

Cinquièmement, nous devrions, je pense, imposer une taxe sélective à l'exportation, ce qui serait une façon de tirer de l'argent de quelques-unes des compagnies de pétrole et de gaz qui, actuellement, ne contribuent pas comme elles le devraient au Trésor canadien.

Sixièmement et finalement, il faudrait prendre des mesures précises pour aider l'agriculture et les pêches dans la conjoncture actuelle. Leur situation est désespé-

rée. Elles ont subi de grands revers dans plusieurs régions du pays et la question des frais leur cause de grandes difficultés. Les laisser encore une fois subir le plus fort des répercussions du problème actuel serait manquer de justice à leur égard dans le cadre de la politique du gouvernement. C'est pourquoi je me réjouis tout particulièrement de l'amendement proposé par mon collègue, le député de Waterloo, et j'ai l'intention de l'appuyer.

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, hier à la Chambre, le député de Duvernay (M. Kierans) a fait certaines déclarations et souligné la nécessité de mesures à long terme. Au cours de son exposé, il a présenté divers arguments que je n'accepte pas et je voudrais faire certaines observations à ce sujet.

Il est indiscutable que son discours était fort soigné. Il était novateur, stimulant et a retenu l'attention de tous les députés. Je suppose que c'est le rôle que le député aime particulièrement remplir—celui de soulever les principales questions d'intérêt public à la tribune et d'élever le niveau du débat. Je suis fier d'appartenir au même parti que lui, même si je ne partage pas toujours ses opinions. Néanmoins, je crois que nous lui reconnaissons tous une vive intelligence et une profonde conscience sociale.

Il me semble toutefois que l'analyse qu'il a faite à la Chambre hier est dangereuse. Tout d'abord, et il en convient lui-même, le Canada est peut-être plus vulnérable que tout autre pays aux mesures qui restreignent les échanges internationaux. Nous ne pouvons donc arbitrairement élever des barrières à l'acheminement de produits qui sont indispensables non seulement à notre voisin du Sud, mais à notre propre économie. Deuxièmement, je crois que le député a dit des demi-vérités lorsqu'il a parlé de l'apport fiscal des industries des ressources dans le secteur des exportations. Troisièmement, et c'est le point le plus important, je suis d'avis que le genre d'analyse que le député a fait tend vers un isolationnisme économique dangereux que prônent peut-être de la façon la plus exacerbée certains néo-démocrates qui ont tant applaudi hier ces parties du discours du député.

• (2.50 p.m.)

En premier lieu, monsieur l'Orateur, j'ai entendu le député de Duvernay dire il y a un certain temps qu'environ 25 p. 100 du produit national brut du Canada provenait des industries d'exportation. Nous sommes un des pays qui font le plus de commerce par habitant. Nous absorbons 28 p. 100 des exportations américaines, bien que notre population ne soit que le dixième de la leur. Il en découle par ailleurs que nous sommes aussi le pays le plus vulnérable. Je ne nie pas que d'autres pays soient vulnérables; le Japon et l'Allemagne le sont également. La réduction des exportations aura de faibles répercussions sur le produit national brut des États-Unis. En fait, selon les estimations, ils ne tirent de leur industrie d'exportation qu'environ 4 p. 100 de leur produit national brut. Toutefois, la réduction des exportations de produits canadiens aura de graves répercussions sur la situation de l'emploi au Canada. Si un pays du monde moderne peut tirer un grand avantage économique de la préserva-